RDC : toujours des questions sur le sort de 186 réfugiés burundais

RFI, 31-01-2017 En RDC, voilÃ une semaine que les autoritÃ©s parlent de renvoyer 186 ressortissants burundais, en prison au Congo depuis plus d'un an pour certains d'entre eux, dans leur pays d'origine. AprÃ¨s avoir reportÃ© l'opÃ©ration Ã deux reprises, lundi, le gouverneur du Sud-Kivu [Marcellin Cishambo, photo] a confirmÃ© la tenue, dans un premier temps, d'une rÃ©union de travail sur la question de ces prisonniers.

Selon les autoritÃ©s du Sud-Kivu, des reprÃ©sentants de la ConfÃ©rence internationale sur la rÃ©gion des Grands Lacs (CIRGL), mais aussi des membres la mission de l'ONU au Congo (Monusco), du Haut-Commissariat aux rÃ©fugiÃ©s (HCR) et du ComitÃ© international de la Croix-Rouge (CICR) doivent se pencher aujourd'hui sur le possible renvoi au Burundi de ces 186 ressortissants dÃ©tenus au CongoÂ depuis un an. AprÃ¨s avoir, dans un premier temps, confirmÃ© leur volontÃ© de les expulser rapidement, lundi, le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, s'est voulu plus rassurantÂ : Â«Â Le mÃ©canisme, câ€™est de travailler avec les autoritÃ©s burundaises pour le retour Ã©ventuel de ceux qui veulent partir de maniÃ¨re volontaire. La base du volontariat pour le rapatriement, câ€™est on ne peut plus clair. Tout sera fait dans la transparence, dans les rÃ¨gles de lâ€™art, en respectant les conventions que tous les pays concernÃ©s ont signÃ©es avec la communautÃ© internationaleÂ Â». AccusÃ©sÂ d'Ãªtre entrÃ©s illÃ©galement sur le territoire congolais, d'autres sources, milita cette fois, affirment qu'il s'agit de rebelles burundais infiltrÃ©s par le Rwanda pour mener des actions contre Bujumbura.
Quoi qu'il en soit, cette possible expulsion inquiÃ¨te les dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme qui estiment que ces prÃ©sumÃ rebelles pourraient Ãªtre maltraitÃ©s ou mÃªme tuÃ©s dans leur pays d'origine.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});